



LETTRE ÉCONOMIQUE D'ALGERIE

N° 82 – Juin 2019 (01/07/2019)

© DG Trésor

La Lettre économique d'Algérie est une publication mensuelle du Service Economique Régional d'Alger regroupant l'essentiel de l'actualité économique, sectorielle et juridique du mois.

Bonne lecture !

AU SOMMAIRE DU NUMERO DE JUIN 2019 (*liens hypertextes*)

- ❖ Les investissements directs étrangers (IDE) vers l'Algérie ont progressé de 22% en 2018 (CNUCED)
- ❖ Mohamed Sami Agli nouveau président du Forum des chefs d'entreprises (FCE)
- ❖ Publication du rapport annuel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)
- ❖ Publication du *BP Statistical Review of World Energy*
- ❖ « L'économie dans la transition », tenue d'une conférence sur l'expérience de la transition économique dans les pays d'Europe centrale
- ❖ Tenue de la 52^{ème} édition de la Foire internationale d'Alger
- ❖ Brèves agricoles
- ❖ Indicateurs socio-économiques

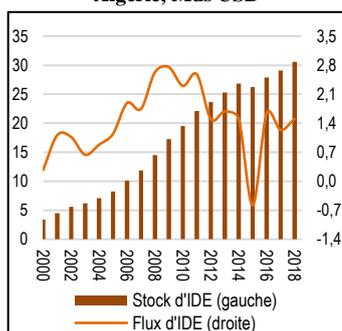


ECONOMIE

Les investissements directs étrangers (IDE) vers l'Algérie ont progressé de 22% en 2018 (CNUCED)

[Télécharger le rapport](#)

Flux et stock d'IDE entrants en Algérie, Mds USD



Source : CNUCED

Flux et stock d'IDE entrants, M USD

	Flux		Stock
	2017	2018	2018
Egypte	7409	6798	116385
Maroc	2686	3640	64227
Algérie	1232	1506	30602
Tunisie	881	1036	26792
Af. du Nord	13353	14304	284137
Monde	1497371	1297153	32272043

Source : CNUCED

La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a publié son rapport annuel sur les investissements directs étrangers (IDE) dans le monde.

Au niveau mondial, les flux d'IDE reculent pour la troisième année consécutive et s'établissent à 1 297 Mds USD, leur plus bas niveau depuis 2010. Plusieurs facteurs permettent d'expliquer ce repli : rapatriement par des entreprises américaines de capitaux accumulés à l'étranger suite à l'entrée en vigueur d'une réforme fiscale fin 2017, multiplication des mesures de contrôle des investissements étrangers dans le monde, tensions commerciales, ralentissement de la croissance économique, etc. Plus généralement, le rapport souligne que la chute des investissements suit une tendance de fond : sur les dix dernières années, les flux d'IDE n'ont en moyenne progressé annuellement que de 1%, contre 8% entre 2000 et 2007 et 21% dans les années 1990.

En Algérie, les flux d'IDE entrants progressent de 22,2% en un an, s'établissant à 1,506 Mds USD en 2018 contre 1,232 Mds USD en 2017. D'après le rapport, cette hausse est principalement tirée par les secteurs des hydrocarbures et de l'industrie automobile, les entreprises étrangères BAIC International (Chine) et Hyundai (Corée du Sud) ayant notamment effectué d'importants investissements. Bien qu'en progression sur un an, les flux d'IDE entrants restent cependant inférieurs aux chiffres relevés entre 2006 et 2011, la moyenne sur la période s'établissant à 2,316 Mds USD. Dans les pays de la région, ces flux entrants atteignent 6,798 Mds USD en Egypte, 3,640 Mds USD au Maroc, 1,036 Mds USD en Tunisie et 14,304 Mds USD dans la totalité de la zone Afrique du Nord. Dans le sens inverse, les flux d'IDE algériens à destination du reste du monde se sont élevés à 0,880 Mds USD en 2018, soit un chiffre supérieur aux flux égyptiens (0,324 Mds USD), marocains (0,666 Mds USD) et tunisiens (0,034 Mds USD). Ils ont atteint 2,218 Mds USD dans la région Afrique du Nord.

En termes de stock, les IDE entrants en Algérie s'établissent à 31 Mds USD, soit 17,0% du PIB. Ce ratio atteint 46,6% en Egypte (116 Mds USD), 54,3% au Maroc (64 Mds USD), 67,1% en Tunisie (27 Mds USD) et 42,7% en moyenne dans la région Afrique du Nord (284 Mds USD). A l'inverse, le stock d'IDE sortants est de 3 Mds USD en Algérie, 8 Mds USD en Egypte, 6 Mds USD au Maroc, 1 Mds USD en Tunisie et 37 Mds USD dans la région Afrique du Nord.

ECONOMIE

Mohamed Sami Agli nouveau président du Forum des chefs d'entreprises (FCE)



Mohamed Sami Agli a été élu président du Forum des chefs d'entreprises (FCE) pour un mandat de quatre ans, succédant à Ali Haddad qui a quitté la présidence de l'organisation le 28 mars ainsi qu'à Moncef Othmani et à Rahmoun Zergoune qui ont successivement assuré l'intérim de la présidence. M. Agli était l'unique candidat à cette élection après le retrait de Hassen Khelifati, PDG d'Alliance Assurances.

Mohamed Sami Agli est PDG du groupe AGLI, conglomérat présent dans les secteurs de l'immobilier, la construction, la distribution automobile, l'industrie agroalimentaire, la logistique et le tourisme. Il était jusqu'alors vice-président du FCE, délégué dans la wilaya de Biskra et membre de Jil'FCE (section des chefs d'entreprises de moins de 40 ans).

Dans son programme « Edifions un FCE fort, dans l'union », Mohamed Sami Agli a indiqué que son premier engagement serait de rendre le forum « apolitique ». Il s'est également engagé à décentraliser l'organisation, encourager les échanges avec les pays africains, valoriser les grandes entreprises, accompagner les PME/TPE et redynamiser Jil'FCE.



ENERGIE

Publication du rapport annuel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)

[Télécharger le rapport](#)

Production des pays membres de l'OPEP, Mb/j

	2016	2017	2018
Arabie s.	10,41	9,95	10,31
Irak	4,39	4,45	4,55
Iran	3,52	3,81	3,55
EAU	2,98	2,92	2,99
Koweït	2,85	2,71	2,75
Nigeria	1,56	1,66	1,72
Angola	1,72	1,63	1,51
Venezuela	2,15	1,91	1,35
Algérie	1,11	1,05	1,04
Autres	1,53	1,93	2,10
Total pétrole	32,21	32,01	31,87
<i>GNL et PNC</i>	<i>4,8</i>	<i>4,9</i>	<i>5,0</i>
Total OPEP	37,01	36,91	36,87
Total monde	95,7	96,4	99,0

Source : OPEP

En 2018, le prix du panier de référence de l'OPEP (moyenne des prix du baril des quatorze pays membres) s'est établi à 69,78 USD/baril, en hausse de 33,1% sur un an (52,43 USD en 2017). Selon le rapport, cette hausse des prix est principalement la conséquence, côté offre, d'un accord de réduction de la production conclu par « l'OPEP+ » (membres de l'OPEP et plusieurs pays non-OPEP dont la Russie) et, côté demande, d'une hausse de la consommation mondiale (notamment aux Etats-Unis).

La production de l'ensemble des pays de l'OPEP (pétrole brut, gaz naturel liquéfié et pétrole non-conventionnel) s'est élevée en 2018 à 36,9 Mb/j (millions de barils/jour) et a représenté 37,3% de la production mondiale (celle-ci atteignant 99,0 Mb/j). Si la production des pays de l'OPEP est restée stable sur un an, la production mondiale a progressé de 2,7% (+2,6Mb/j), tirée par une forte hausse de la production aux Etats-Unis (+2,3Mb/j).

Parmi les quatorze pays membres de l'organisation, l'Algérie est le neuvième producteur de pétrole brut, devancé par l'Arabie saoudite, l'Irak, l'Iran, les Emirats arabes unis, le Koweït, le Nigeria, l'Angola et le Venezuela. Sa production annuelle s'est élevée à 1,042 Mb/j en 2018 (1,047Mb/j en 2017) un chiffre en repli constant depuis 2006 (sa production s'élevait alors à 1,365 Mb/j). Le prix du Sahara Blend – référence du baril de pétrole algérien – a pour sa part progressé de 32,0% en un an, atteignant 71,44 USD/baril en 2018 contre 54,12 USD en 2017.

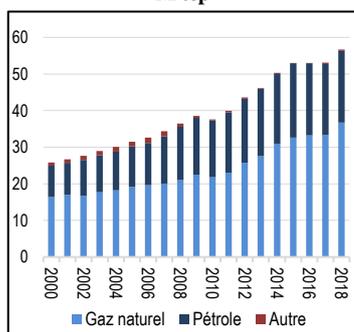
Au 28 juin, le prix du panier de référence de l'OPEP s'est établi à 65,6 USD (après avoir frôlé 75 USD/baril au mois avril). Afin de permettre aux prix de remonter, l'agence de presse Reuters avance que l'Algérie a proposé aux membres de l'OPEP+ de réduire leur production de 1,8Mb/j au second semestre 2019, l'accord actuellement en place – qui impose une réduction de la production de 1,2Mb/j – prenant fin le 1^{er} juillet.

ENERGIE

Publication du BP Statistical Review of World Energy

[Télécharger le rapport](#)

Consommation d'énergie en Algérie, M tep



Source : BP

BP a publié son rapport annuel *Statistical Review of World Energy*, revue statistique portant sur la production et la consommation énergétique dans le monde.

Malgré l'augmentation des prix énergétiques et le ralentissement de la croissance économique, la consommation mondiale d'énergie a progressé de 2,9% en 2018, un rythme près de deux fois supérieur à celui enregistré en moyenne sur les dix dernières années (+1,5%). A eux seuls, les Etats-Unis, la Chine et l'Inde sont à l'origine de plus des deux tiers de la hausse (les Etats-Unis ont notamment connu leur plus forte augmentation depuis trente ans). Alors que cette croissance de la consommation d'énergie est notamment tirée par les dérèglements liés au changement climatique (sécheresse, canicules, etc.), le rapport alerte sur les risques de cercle vicieux, les émissions de CO2 ayant progressé de 2,0% en 2018 soit la plus forte hausse depuis 2011.

Concernant l'Algérie :

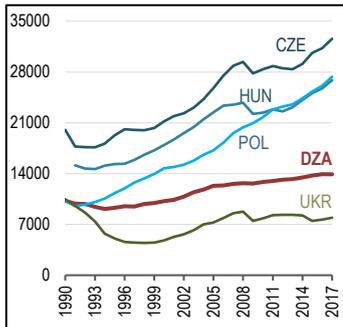
- La consommation d'énergie a bondi de 6,7% en 2018, atteignant 56,7 millions de tonnes équivalent pétrole (M tep). Au niveau mondial, l'Algérie représente 0,4% de la consommation énergétique et 0,4% des émissions de CO2 mondiales
- La consommation par habitant atteint 56,5 GJ, soit le deuxième niveau le plus élevé en Afrique après l'Afrique du Sud (88,6 GJ/hab) et loin devant l'Egypte (39,8 GJ/hab) et le Maroc (24,3 GJ/hab) notamment
- Le « mix énergétique » se compose de 64,7% de gaz naturel, 34,6% de pétrole, 0,4% de charbon et 0,2% d'énergies renouvelables
- Les productions de gaz naturel et de pétrole reculent respectivement de -2,0% et de -0,7% sur un an, elles représentent 2,4% et 1,6% de la production mondiale
- Le pays dispose des 10^{ème} réserves mondiales de gaz naturel (153 100 Mds de m³, 2,2% du total) et des 16^{ème} réserves de pétrole (12,2 Mds de barils, 0,7% du total)



**EVENEMENT/
RENCONTRES**

« L'économie dans la transition », tenue d'une conférence sur l'expérience de la transition économique dans les pays d'Europe centrale

PIB/habitant, USD PPA constants de 2011



Source : Banque mondiale

Le *think tank* CARE (Cercle d'Action et de Réflexion autour de l'Entreprise) a organisé le 12 juin une conférence intitulée « L'économie dans la transition : les expériences de la Hongrie, la Pologne et la Tchéquie ». Alors que l'économie algérienne est amenée à se réformer, les trois invités – Tomáš Sedláček (République tchèque), Árpád Kovacs (Hongrie) et Bronistaw Wildstein (Pologne) – sont venus partager les enseignements de la transition économique qu'ont connue leurs pays dans les années 1990.

Si les trois intervenants ont insisté sur le caractère long et difficile du processus de transition, l'expérience de leur pays démontre selon eux que le choix d'une « thérapie de choc » (réformes sans retour en arrière possible) a fait ses preuves, les pays partisans d'une transition graduelle comme l'Ukraine ayant connu de moins bons résultats économiques. Des différences dans la méthode employée existent cependant entre les trois pays : la Hongrie s'est largement ouverte aux IDE (70% des exportations hongroises proviennent aujourd'hui d'entreprises sous contrôle étranger), la Pologne a – au moins dans un premier temps – compté sur des nationaux alors que la République tchèque a fait le choix d'une solution intermédiaire.

Etant parvenues à instaurer les réformes structurelles nécessaires au passage à une économie de marché, la République tchèque, la Hongrie et la Pologne des années 1990 diffèrent toutefois sur de nombreux points de la situation que traverse actuellement l'Algérie. D'abord, un certain consensus existait au sein des populations sur la nécessité de tendre vers un modèle capitaliste « occidental », celui-ci étant alors perçu comme la seule alternative au modèle socialiste soviétique qui avait échoué (thèse de Francis Fukuyama notamment). L'économie de ces pays était également relativement diversifiée, de nombreuses entreprises publiques (Škoda auto en République tchèque par exemple) s'étant parfaitement intégrées à la concurrence internationale. Enfin, l'objectif à moyen-terme que s'étaient fixés ces pays – l'adhésion à l'Union européenne – a accéléré l'adoption de normes et standards propres à l'économie de marché.

Entre 1991 et 2017, le PIB/habitant de la Pologne, de la Hongrie et de la République Tchèque a respectivement progressé de 187%, 84% et 77%.

**EVENEMENT/
RENCONTRES**

Tenue de la 52^{ème} édition de la Foire internationale d'Alger

Organisée par la Société algérienne des foires et exportations (SAFEX), la 52^{ème} Foire internationale d'Alger (FIA) s'est tenue du 18 au 23 juin au Palais des expositions. Inaugurée par le chef de l'Etat par intérim, Abdelkader Bensalah, la manifestation avait pour thème « Algérie : diversification économique et opportunités de partenariat en perspective ».

501 exposants étaient réunis parmi lesquels 140 entreprises étrangères représentant 15 pays : l'Allemagne, l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, Cuba, les Etats-Unis, l'Ethiopie, la France, l'Indonésie, le Mali, le Sénégal, la Syrie, le Soudan, la Tunisie et la Turquie. Des exposants égyptiens, italiens, pakistanais et tchèques étaient également présents. L'édition 2018 de la FIA avait, en comparaison, accueilli 704 exposants dont 296 entreprises étrangères originaires de 25 pays.

Un accord entre la société de forage pétrolier algérienne Tassili SPA et l'américain Bear Manufacturing a notamment été conclu à l'occasion de la FIA 2019. Portant sur la fabrication d'équipements de forage, cet accord devrait entraîner la construction d'une usine à Hassi Messaoud fin 2019 afin de produire localement ces équipements plutôt que de les importer.

En marge de cet évènement, plusieurs conférences économiques étaient organisées dans le cadre des « après-midi de la FIA ». Des sujets tels que la promotion des exportations hors hydrocarbures, l'internationalisation des start-ups ou les enjeux liés à la création de la zone africaine de libre échange (ZLECAf) ont été abordés.



**BREVES AGRICOLES****➤ Rationalisation des importations de céréales : mise en place d'un Comité de veille et d'évaluation**

Le Gouvernement a décidé de mettre en œuvre un comité de veille, de régulation, de contrôle et d'évaluation de la céréaliculture auprès du ministre des Finances et en association avec les ministres du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture. Chargé de concevoir une approche à court et moyen termes en matière de rationalisation de la gestion et de l'importation de céréales, le comité aura à effectuer un audit global concernant le respect des obligations juridiques par l'ensemble des opérateurs du secteur. Le Premier ministre a également chargé le ministre de l'Agriculture de préparer un rapport sur le développement de la filière céréalière (notamment dans les wilayas du Sud) en vue de renforcer la sécurité alimentaire du pays et réduire la facture d'importation. Pour rappel, l'Algérie a importé 8,6 Mds USD de biens alimentaires en 2018, un chiffre en progression de 1,6% sur un an largement tiré par la hausse de la facture d'importations céréalières.

Source : APS

➤ 4^{ème} rencontres algéro-françaises de l'agriculture et de l'élevage

La Chambre de commerce et d'industrie Algéro-Française (CCIAF) a organisé les 25 et 26 Juin à l'hôtel Sheraton d'Annaba les 4^{ème} rencontres algéro-françaises de l'agriculture et de l'élevage. Plus de 150 entreprises algériennes et une vingtaine de sociétés françaises ont pris part à cette rencontre des professionnels du monde agricole qui a permis aux participants d'échanger via des rendez-vous *business to business* et des ateliers thématiques. Une réunion et un débat du club « agriculture et agro-industrie » de la CCIAF étaient également organisés avec pour thème « Environnement et opportunités de développement dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage ».

Source : SER

➤ Signature de la convention sur le deuxième CPP entre l'Algérie et l'ONUAA

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Chérif Omari, et le représentant de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (ONUAA) à Alger, M. Nabil Assaf, ont signé le 10 juin la convention portant sur le deuxième Cadre de Programmation par Pays (CPP). Avec un budget de 10 M USD, le CPP définit les domaines prioritaires du partenariat entre l'ONUAA et l'Algérie pour la période 2019-2022, en cohérence avec les objectifs de développement durable à l'horizon 2030 parmi lesquels l'augmentation de la production et de la productivité agricoles, le développement des chaînes de valeur agricoles et la durabilité des ressources naturelles et des zones fragiles au changement climatique. En marge de la signature de la convention, M. Assaf a souligné l'existence d'une coopération stratégique entre l'Algérie et l'ONUAA, notamment en ce qui concerne les questions de sécurité alimentaire.

Source : Site du MADRP

➤ ONIL : les polonais dominent le marché du lait en poudre

Dans le cadre du renouvellement périodique de la *short-list* des partenaires de l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONIL), cinq fournisseurs polonais, trois néerlandais, un français et un allemand ont été sélectionnés. Les fournisseurs seront amenés à apporter la matière première pour la production du lait et de ses dérivés à l'ONIL.

Source : Bourse-dz

➤ Baisse du prix des fruits et légumes

Suite à la forte baisse du prix des fruits et des légumes ces dernières semaines, le ministre du Commerce Saïd Djellab a considéré que celle-ci était « le résultat des efforts déployés par le gouvernement pour rendre ces produits plus disponibles et mieux régulés », promettant qu'ils « n'étaient pas conjoncturels et qu'ils allaient s'inscrire dans la durée ». Selon le président de l'Association nationale des commerçants et des artisans, El Hadj Tahar Boulouar, deux facteurs justifient cette baisse des prix : la période estivale – propice à la récolte – et un climat favorable. Le président de l'Association de défense des consommateurs, Mustapha Zebdi, a quant à lui relativisé cette baisse, estimant que « plusieurs denrées alimentaires sont revendues jusqu'au double du prix d'achat ».

Sources : TSA, APS

AGENDA

- Le salon européen des professionnels de l'élevage se déroulera à Clermont-Ferrand les 2, 3 et 4 octobre
- Le Salon international de l'agriculture, de l'élevage et de l'agroéquipement (SIPSA-FILAHA 2019) aura lieu du 7 au 10 octobre 2019 au Palais des Expositions à Alger



INDICATEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Tableau de bord-indicateurs clés

Population (au 1er janvier 2019)	43,0 millions d'habitants
PIB/habitant USD (2018)	4 044 USD
PIB/habitant en PPA USD (2018)	15 167 USD
IDH (2017)	0,754 (85 ^{ème} sur 191)
Classement Doing Business (2019)	157 ^{ème} sur 190
Taux de chômage (septembre 2018)	11,7%
Taux d'inflation (rythme annuel en avril 2019)	3,6 %
Taux de change moyen EUR/DZD (juin 2019)	134,1
Prix du baril de pétrole brut (Sahara Blend – moyenne mensuelle mai 2019)	71,20 USD
Réserves de change (au 31 décembre 2018)	79,9 Mds USD

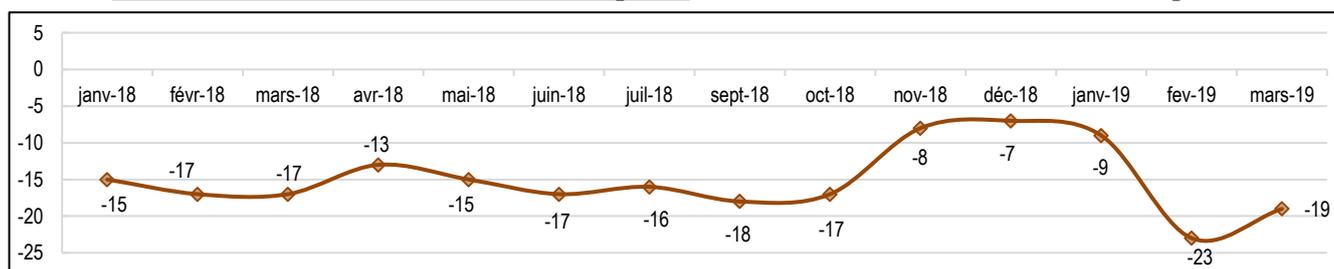
Sources : ONS, PNUD, BM, BA, OPEP, FMI

Indicateurs macroéconomiques annuels

		2015	2016	2017	2018*	2019**
PIB, croissance et inflation	PIB (en Mds USD, à prix courants)	166	160	168	180	184
	Taux de croissance du PIB à prix constants (en %)	3,7	3,2	1,4	2,1	2,3
	PIB hors hydrocarbures (en Mds USD, à prix courants)	134	131	135	140	147,5
	Taux de croissance du PIB HH à prix constants (en %)	5,0	2,3	2,2	4,0	3,1
	Taux d'inflation (moyenne annuelle, en %)	4,8	6,4	5,6	4,3	6,7
	Taux d'investissement (en % du PIB)	52,9	54,0	50,9	48,9	43,2
Comptes publics	Taux d'épargne (en % du PIB)	36,4	37,4	37,8	39,8	30,1
	Solde budgétaire (en % du PIB)	-15,3	-13,0	-6,6	-5,2	-6,6
	Solde budgétaire hors hydrocarbures (en % du PIB HH)	-36,8	-28,0	-26,4	-26,9	-19,8
	Dettes publiques (en % du PIB)	8,8	20,4	27,5	36,9	46,9
	Dettes extérieures brutes (en % du PIB)	1,8	2,4	2,4	2,1	1,9
Comptes externes	Fonds de régulation des recettes (en Mds DZD)	4408	2074	784	0	0
	Balance commerciale (en Mds USD)	-18,1	-20,1	-14,4	-9,4	-11,6
	Balance des services et des revenus (en Mds USD)	-12,0	-8,9	-10,7	-11,9	-11,8
	Transferts nets (en Mds USD)	2,8	2,8	3,0	3,1	3,2
	Flux nets d'IDE (en Mds USD)	-0,7	1,6	1,2	1,5	1,6
	Balance courante (en Mds USD)	-27,3	-26,5	-22,1	-16,9	-15,9
Monnaie	Balance des paiements (en Mds USD)	-27,5	-26,3	-21,8	-17,0	-18,9
	Avoirs extérieurs bruts (en Mds USD)	142,6	112,9	97,3	82,6	64,1
	Avoirs intérieurs nets (en Mds DZD)	-1517	1374	3900	7226	10078
	Crédits à l'économie (en Mds DZD)	7277	7910	8880	10102	10867
	Monnaie et quasi monnaie M2 (en Mds DZD)	13705	13816	14974	16664	17491

Sources : FMI, BA *estimations **prévisions

Baromètre du Forum des Chefs d'Entreprises : indice de confiance des chefs d'entreprises



Les chefs d'entreprises membres du FCE sont interrogés sur leurs perspectives de production, leur volume de commandes et le niveau actuel de leurs stocks. Les valeurs du baromètre correspondent à la moyenne du solde de leur opinion (positive ou négative) sur chacun de ces items.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique d'Alger (adresser les demandes à alger@datresor.gov.dz).

Auteur : Service Économique Régional d'Alger

Adresse : 25 chemin Abdelkader Gadouche 16035 Hydra

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : Alix Vigato, Nabila Tata

Revu par : Denis Le Fers